

Data di pubblicazione: 2 maggio 2025

*La Bulgarie envisage de réintroduire l'enseignement religieux
dans les écoles*

27 avril 2025 par Jivko Panev

Le 24 avril 2025, un grand débat public s'est tenu à Sofia sur l'introduction de la matière « Vertus et religion » dans les programmes scolaires, rapporte la BTA. Le forum, qui s'est déroulé au Palais national de la culture, a réuni le patriarche bulgare Daniel, le grand mufti Moustafa Hadji, des députés, des enseignants, des parents et des représentants d'organisations civiles. Selon le ministre de l'Éducation, Krasimir Valtchev, l'objectif était de recueillir les avis des participants pour mieux définir les approches de la réforme.

Lors de son intervention, le patriarche bulgare Daniel a déclaré:

« Ces dernières décennies et encore aujourd'hui, l'Église orthodoxe bulgare (ÉOB) est l'institution qui bénéficie de la plus grande confiance dans la société bulgare contemporaine. À toutes les époques, malgré les vicissitudes, notre Église a toujours été un repère spirituel sûr et un pilier pour notre peuple et notre État. »

Il a rappelé que le forum était consacré à l'étude des vertus et des religions dans les écoles bulgares.

Le patriarche a souligné que l'orthodoxie orientale est, selon la Constitution de la République de Bulgarie, la religion traditionnelle du pays; l'ÉOB fait donc partie de l'identité constitutionnelle de la Bulgarie.

Il a ajouté:

«Nous estimons que l'État bulgare a le devoir moral et général de transmettre aux enfants des citoyens bulgares une connaissance authentique des principes de l'orthodoxie et de sa spiritualité, qui ont tant apporté à notre peuple et à notre État. Il est temps que l'État redonne à l'éducation religieuse orthodoxe la place qui lui revient dans l'école bulgare, tout en permettant aux parents d'autres confessions, ou sans religion, de choisir pour leurs enfants un enseignement conforme à leurs valeurs.»

Le patriarche Daniel a remercié le gouvernement, le ministère de l'Éducation et des Sciences (MES), ainsi que personnellement le ministre Krasimir Valtchev, pour leur volonté et leur détermination à intégrer la matière intitulée provisoirement « Vertus et religion » dans le programme scolaire obligatoire. Il a rappelé que cette demande émanait du Saint-Synode depuis le début de la transition démocratique.

Depuis la conversion du peuple bulgare au christianisme par saint Boris Ier en 865, et surtout après l'arrivée des disciples de Cyrille et Méthode en 886, l'enseignement général et l'instruction spirituelle ont toujours été liés dans l'école bulgare, jusqu'à la moitié du XX^e siècle, avant l'établissement du régime athée, a précisé le patriarche.

Selon lui, les premières institutions éducatives bulgares, comme les écoles littéraires de Preslav et d'Ohrid, sont nées de la politique d'État visant l'élévation spirituelle du peuple bulgare, en lien avec la mission éducative de l'Église. Ces écoles sont le fruit d'efforts conjoints de l'État et des institutions religieuses pour le bien du peuple.

Le patriarche a également évoqué l'activité des saints bulgares et des monastères au fil des siècles.

Pendant les cinq siècles de domination ottomane, alors que l'État bulgare avait disparu, l'alphabétisation, l'éducation et la préservation de l'identité nationale ont été essentiellement assurées par les membres du clergé : prêtres et moines éveillés, a-t-il rappelé.

Il a souligné que les premiers acteurs du réveil national bulgare furent des religieux: le moine saint Païssios de Hilendar a mené la lutte contre la perte de l'identité nationale et contre l'asservissement spirituel étranger. Les ecclésiastiques et moines ont été parmi les figures marquantes de l'éducation durant la Renaissance bulgare. Ils ont aussi joué un rôle moteur dans la lutte pour restaurer l'indépendance de l'Église orthodoxe bulgare à travers l'Exarchat bulgare.

Le patriarche Daniel a insisté sur le rôle déterminant de l'ÉOB dans le sauvetage des juifs bulgares pendant la Seconde Guerre mondiale, soulignant son importance dans la défense de la conscience collective et de positions publiques dignes. deals with the advancement in aligning the Albanian legal framework with special regard to the agricultural sector, within the EU accession negotiation process. Remarking a comparison

with the legal schemes applied to the CEEC applicant Countries, it is analyzed the functioning of the EU support for pre-accession measures for rural development and the critical issues in the implementation of the IPARD assistance in Albania. Furthermore, it highlights the correspondence between the IPARD rules and the management and monitoring system laid down by Common Agricultural Policy regulations. Finally, the essay points out that, in the applicant Countries, both the correct definition of an administrative and control system within IPARD program, and the establishment of national market rules tailored for agricultural sector, in accordance with the EU Common Market Organization, can be considered an important step to enhance Albanian agricultural and food sector in the perspective of EU accession.